



CABINET D'AUDIT COLSON

AUDIT, EXPERTISE COMPTABLE ET CONSEIL

MISSION LOCALE

Arrondissement de Chaumont

Association déclarée (loi du 1^{er} juillet 1901)

Siège : 2 bis rue de Bourgogne

52000 CHAUMONT

-:-

EXERCICE 2024

(du 1^{er} Janvier 2024 au 31 Décembre 2024)

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Société de Commissaires aux comptes, membre de la Compagnie Régionale Grand Est

Siège Social : PA du Pré Moinot - Rue des Minières BP 30074- 52100 SAINT- DIZIER - Tél. 03 25 06 53 90

Siège administratif : 06 rue du Général Sarrail – 10000 TROYES – Tél. 03 25 80 66 80

SELAS au capital de 15 000 Euros - RCS CHAUMONT 480 381 524 - SIRET 480 381 524 00028 - APE 6920Z - N° TVA intracommunautaire : FR 64 480 381 524

MISSION LOCALE
Arrondissement de Chaumont
Association déclarée (loi du 1^{er} juillet 1901)
Siège : 2 bis rue de Bourgogne
52000 CHAUMONT
-:-

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos au 31/12/2024

Mesdames, Messieurs,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Mission Locale Arrondissement de Chaumont relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association Mission Locale Arrondissement de Chaumont à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association Mission Locale Arrondissement de Chaumont à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à SAINT DIZIER, le 16 juin 2025

Le Commissaire aux comptes

Arnaud COLSON

Société d'Exercice Libéral
par Actions Simplifiée
CABINET D'AUDIT COLSON
Groupe SADEC AKELYS
SELAS au capital de 15 000 Euros
PA du Pré Moinot - Rue des Minieres
BP 30074 - 52102 SAINT DIZIER CEDEX
Tél. : 03 25 06 53 90
SIRET 480 381 524 00028 - APE 6920 Z

Bilan

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)		Variation
	Brut	Amort.prov.	Net	Net	
Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement					
Frais de recherche et développement					
Donations temporaires d'usufruit					
Concessions, brevets, droits similaires	1 042	1 042			
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles					
Immobilisations incorporelles en cours					
Avances et acomptes					
Immobilisations corporelles					
Terrains					
Constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriels					
Autres immobilisations corporelles	120 511	95 864	24 647	34 993	- 10 346
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
Immobilisations financières					
Participations et créances rattachées					
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres					
TOTAL (I)	121 553	96 905	24 647	34 993	- 10 346
Actif circulant					
Stocks et en-cours					
Avances et acomptes versés sur commandes					
Créances					
. Créances clients, usagers et comptes rattachés					
. Créances reçues par legs ou donations					
. Autres	278 552		278 552	296 205	- 17 653
Valeurs mobilières de placement					
Instruments de trésorerie					
Disponibilités	566 352		566 352	520 063	46 289
Charges constatées d'avance	4 508		4 508	12 914	- 8 406
TOTAL (II)	849 412		849 412	829 182	20 230
Frais d'émission des emprunts (III)					
Primes de remboursement des emprunts (IV)					
Ecart de conversion actif (V)					
TOTAL ACTIF	970 964	96 905	874 059	864 175	9 884

Bilan (suite)

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation
Fonds propres			
<i>Fonds propres sans droit de reprise</i>			
. Fonds propres statutaires			
. Fonds propres complémentaires			
<i>Fonds propres avec droit de reprise</i>			
. Fonds statutaires			
. Fonds propres complémentaires			
Ecart de réévaluation			
<i>Réserves</i>			
. Réserves statutaires ou contractuelles			
. Réserves pour projet de l'entité			
. Autres			
Report à nouveau	324 199	321 746	2 453
Excédent ou déficit de l'exercice	4 616	2 453	2 163
Situation nette (sous total)	328 815	324 199	4 616
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissement	5 250	5 450	- 200
Provisions réglementées			
TOTAL (I)	334 065	329 649	4 416
Fonds reportés et dédiés			
Fonds reportés liés aux legs ou donations			
Fonds dédiés	134 666	150 048	- 15 382
TOTAL (II)	134 666	150 048	- 15 382
Provisions			
Provisions pour risques	144 885	142 500	2 385
Provisions pour charges			
TOTAL (III)	144 885	142 500	2 385
Dettes			
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières diverses			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	27 613	21 201	6 412
Dettes des legs ou donations			
Dettes fiscales et sociales	215 710	195 101	20 609
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes	6 600	14 850	- 8 250
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance	10 520	10 825	- 305
TOTAL (IV)	260 443	241 978	18 465
Ecart de conversion passif (V)			
TOTAL PASSIF	874 059	864 175	9 884
Engagements reçus			
Engagements donnés			

Compte de résultat

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation	%
	Total	Total		
Produits d'exploitation				
Cotisations				
Ventes de biens et services				
. Ventes de biens				
. dont ventes de dons en nature				
. Ventes de prestations de services				
. dont parrainages				
Produits de tiers financeurs				
. Concours publics et subventions d'exploitation	1 221 642	1 271 683	- 50 041	-3,94
. Versements des fondateurs ou consommations/dotation consomptible				
. Ressources liées à la générosité du public				
. Dons manuels	8 539		8 539	N/S
. Mécénats				
. Legs, donations et assurances-vie				
. Contributions financières				
Reprises sur les amortiss., dépréciat., prov. et transferts de charge	46 218	69 391	- 23 173	-33,39
Utilisations des fonds dédiés	151 318	158 602	- 7 284	-4,59
Autres produits	4	16 246	- 16 242	-99,98
Total des produits d'exploitation (I)	1 427 721	1 515 922	- 88 201	-5,82
Charges d'exploitation				
Achats de marchandises				
Variations stocks				
Autres achats et charges externes	211 309	245 022	- 33 713	-13,76
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	67 215	65 135	2 080	3,19
Salaires et traitements	739 608	779 611	- 40 003	-5,13
Charges sociales	264 188	266 100	- 1 912	-0,72
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	12 535	12 073	462	3,83
Dotations aux provisions	2 385		2 385	N/S
Reports en fonds dédiés	135 936	144 108	- 8 172	-5,67
Autres charges	990	0	990	N/S
Total des charges d'exploitation (II)	1 434 166	1 512 048	- 77 882	-5,15
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-6 445	3 874	- 10 319	-266,37
Produits financiers				
De participations				
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif				
Autres intérêts et produits assimilés	10 317	6 407	3 910	61,03
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement				
Total des produits financiers (III)	10 317	6 407	3 910	61,03
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placements				

	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation	%
	Total	Total		
Total des charges financières (IV)				
RESULTAT FINANCIER (III - IV)	10 317	6 407	3 910	61,03
RESULTAT COURANT avant Impôts (I - II + III - IV)	3 872	10 281	- 6 409	-62,34
Produits exceptionnels				
Sur opérations de gestion	544		544	N/S
Sur opérations en capital	200	150	50	33,33
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Total des produits exceptionnels (V)	744	150	594	396,00
Charges exceptionnelles				
Sur opérations de gestion		7 978	- 7 978	-100
Sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions				
Total des charges exceptionnelles (VI)		7 978	- 7 978	-100
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	744	-7 828	8 572	109,50
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les sociétés (VIII)				
Total des produits (I + III + IV)	1 438 782	1 522 479	- 83 697	-5,50
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	1 434 166	1 520 026	- 85 860	-5,65
EXCEDENT OU DEFICIT	4 616	2 453	2 163	88,18
Evaluation des contributions volontaires en nature				
Produits				
. Dons en nature				
. Prestations en nature				
. Bénévolats				
Total				
Charges				
. Secours en nature				
. Mise à disposition gratuite de biens et services				
. Prestations				
. Personnel bénévole				
Total				

Annexes Aux Comptes Annuels

PREAMBULE

L'association MISSION LOCALE (arrondissement de Chaumont) a pour objet l'accompagnement des jeunes adultes en difficulté pour les accompagner vers l'emploi et l'autonomie en répondant à des besoins spécifiques en matière d'emploi, de formation, de mobilité, de santé, de logement et de culture.

L'exercice social clos le 31/12/2024 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2023 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 874 059,17 E.

Le résultat net comptable est un excédent de 4 616,34 E.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis par les dirigeants.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Il n'a pas été identifié de fait significatif susceptible d'être mentionné dans l'annexe aux comptes annuels.

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

METHODE GENERALE

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en Euro.

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont directement inscrits en charges.

Amortissement et dépréciation de l'actif :

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Type	Durée
Logiciels informatiques	de 01 à 03 ans
Agencements, aménagements des terrains	de 06 à 20 ans
Constructions	de 10 à 40 ans
Agencement des constructions	12 ans
Agencements, aménagements, installations	de 06 à 10 ans
Matériel de transport	04 ans
Matériel de bureau et informatique	de 03 à 10 ans
Mobilier	de 05 à 10 ans

Créances :

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions pour risques et charges :

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

CHANGEMENT DE METHODE D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Les méthodes d'évaluation retenues et la présentation des comptes annuels n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Annexes Aux Comptes Annuels (suite)**NOTES SUR LE BILAN ACTIF****Immobilisations**

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	1 042			1 042
Immobilisations corporelles	125 734	2 190	7 413	120 511
Immobilisations financières				
TOTAL	126 776	2 190	7 413	121 553

Amortissements

Immobilisations amortissables	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	1 042			1 042
TOTAL I	1 042			1 042
Terrains				
Constructions				
sur sol propre				
sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements				
Installations techniques, matériel, outillages industriels	3 963	2 168		6 132
Autres immobilisations corporelles				
Installations générales, agencements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique	86 778	10 367	7 413	89 732
Emballage récupérables et divers				
TOTAL II	90 742	12 535	7 413	95 864
TOTAL GENERAL (I+II)	91 783	12 535	7 413	96 905

Etat des créances et charges constatées d'avance

Créances	Montant brut	Echéances jusqu'à 1 an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé:			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres créances			
Créances de l'actif circulant:			
Créances usagers			
Autres créances	278 552	278 552	
Charges constatées d'avance	4 508	4 508	
TOTAL	283 060	283 060	

Etat des produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	
Subventions/financements	
Autres produits à recevoir	278 552
TOTAL	278 552

Annexes Aux Comptes Annuels (suite)**NOTES SUR LE BILAN PASSIF****Fonds propres**

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Dont générosité du public					
Fonds propres avec droit de reprise					
Dont générosité du public					
Ecart de réévaluation					
Dont générosité du public					
Réserves					
Dont générosité du public					
Report à nouveau	321 746	2 453			324 199
Dont générosité du public					
Excédent ou déficit de l'exercice	2 453	-2 453	4 616		4 616
Dont générosité du public					
Situation nette	324 199		4 616		328 815
Situation nette dont générosité du public					
Fonds propres consommables					
Dont générosité du public					
Subventions d'investissement	5 450			200	5 250
Dont générosité du public					
Provisions réglementées					
Dont générosité du public					
TOTAL	329 649		4 616	200	334 065
TOTAL dont générosité du public					

Provisions pour risques et charges

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentations Dotations de l'exercice	Diminution Reprises de l'exercice	A la clôture
Provisions pour investissement				
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées				
TOTAL (I)				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pensions obligatoires similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretiens et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	142 500	2 385		144 885
TOTAL (II)	142 500	2 385		144 885
TOTAL GENERAL (I+II)	142 500	2 385		144 885
Dont dotations et reprises				
- d'exploitation		2 385		
- financières				
- exceptionnelles				

Etat des dettes et produits constatés d'avance

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissements de crédit				
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	27 613	27 613		
Dettes fiscales et sociales	215 710	215 710		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	6 600	6 600		
Produits constatés d'avance	10 520	10 520		
TOTAL	260 443	260 443		

Charges à payer par poste de bilan

Charges à payer	Montant
Emprunts et dettes établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières diverses	
Fournisseurs	17 233
Dettes fiscales et sociales	126 307
Autres dettes	349
TOTAL	143 889

Fonds Dédiés

Variation des fonds dédiés	A l'ouverture	Utilisations : Montant global	Transferts	A la clôture : Montant global
Subventions d'exploitation Contributions financières d'autres organismes Ressources liées à la générosité du public	150 048	151 318	135 936	134 666
TOTAL	150 048	151 318	135 936	134 666

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT**Subventions reçues (autres que les subventions d'investissements)**

L'association a reçu des subventions pour son fonctionnement dont le détail est repris dans le compte de résultat détaillé

Tableau relatif aux produits et charges exceptionnels

	Net
Produits exceptionnels	
Sur opérations de gestion	544
Produits de cession des éléments d'actif	
Reprise Quote Part de Subvention	200
Reprises sur provisions et transferts de charges	
Charges exceptionnelles	
Sur opérations de gestion	
Valeurs nettes comptables des éléments d'actif cédés	
Dotations aux provisions	
Subventions non reçues	
Résultat exceptionnel	744

Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élèvent à 4.320 E.

Effectifs

L'association emploie 20 personnes : 3 cadres et 17 employés.